



CRIIRAD

Commission de Recherche
et d'Information Indépendantes
sur la Radioactivité
471 av. V. Hugo - 26000 Valence
www.criirad.org

COMMUNIQUE

11 juin 2013

La CRIIRAD dénonce le licenciement de Bruno BARRILLOT et s'inquiète de voir refermer, une fois de plus, le dossier de l'impact sanitaire et environnemental des essais nucléaires de la France.

Depuis 2005, Bruno Barrillot avait la charge officielle du suivi des conséquences des essais nucléaires pour le gouvernement de la Polynésie française. Il a été convoqué le 6 juin 2013 au ministère de l'Environnement de la Polynésie française pour un entretien préalable à un licenciement. C'est l'une des premières décisions prises par le gouvernement mis en place suite à l'élection, le 17 mai 2013, de monsieur Gaston Flosse, redevenu Président de la Polynésie française.

La CRIIRAD connaît bien Bruno Barrillot et peut témoigner de la qualité et de l'efficacité de son engagement aux côtés des victimes des essais nucléaires et pour la réhabilitation des territoires pollués par les activités militaires. Elle invite ses adhérents et tous les citoyens concernés à adresser un message de soutien à Bruno Barrillot à l'adresse de l'association Moruroa e tatou(*): moruroaetatou@mail.pf. Ces messages seront transmis tant au gouvernement polynésien qu'au gouvernement français.

Bruno Barrillot est un des co-fondateurs en 1984 de l'Observatoire des Armements. Il milite sans relâche depuis plusieurs décennies pour la reconnaissance des impacts sanitaires et environnementaux des essais nucléaires français dans le Sahara et en Polynésie française. Son travail a abouti à des progrès concrets, comme la loi sur l'indemnisation des victimes dite loi Morin, le démantèlement des installations militaires sur l'atoll de Hao, la réalisation d'études radiologiques indépendantes à Hao, Tureia et aux Gambier, etc... Beaucoup reste à faire et son éviction est un signal très négatif donné par le nouveau gouvernement de Polynésie française.

(*) L'association polynésienne Moruroa e Tatou « a pour objet de défendre et d'assister les victimes des essais nucléaires, d'obtenir, par tous les moyens légaux à sa disposition, le droit à l'information sur les conséquences de la participation aux programmes d'essais nucléaires sur la santé, le droit d'accès aux dossiers radiologiques et médicaux, le droit à pension, à indemnisation et aux soins ».

Extraits du communiqué de presse du 4 juin 2013 de l'association « Moruroa e Tatou »

« Le 17 mai 2013, Gaston Flosse est redevenu Président de la Polynésie française. Fervent soutien des essais nucléaires au cours de sa longue carrière politique (il a 82 ans), moyennant l'argent de la France déversé à flots, il commence aujourd'hui à faire table rase de tous ceux qui, depuis des années, ont combattu les essais nucléaires et se sont engagés au service des victimes. ».../...

« En juillet 2005, Bruno Barrillot avait été appelé de France par le gouvernement Temaru pour animer la commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie sur les essais nucléaires. Depuis près de 8 ans, avec le soutien de Moruroa e tatou et des gouvernements successifs, il a obligé la France à commencer la réhabilitation des anciens sites occupés du temps du CEP et laissés à l'état de ruines depuis la fin des essais en 1996. Avec les associations, il a dénoncé les conséquences des essais nucléaires sur la santé et l'environnement et il a forcé le gouvernement français à concéder une loi d'indemnisation des victimes des essais nucléaires, loi qui, hélas, reste encore à réformer.

Avec les gouvernements successifs de la Polynésie depuis 2005, et notamment avec le dernier gouvernement Temaru, Bruno Barrillot a engagé un programme sur la « Mémoire de la période des essais nucléaires » complètement occultée dans les programmes scolaires, et qui reste encore à consolider. Moruroa e tatou s'inquiète de voir les victimes polynésiennes des essais nucléaires disparaître les unes après les autres, sans le soutien officiel du gouvernement polynésien qui rejette un de leur plus fidèle défenseur depuis plus de deux décennies. Moruroa e tatou s'indigne de voir Bruno Barrillot ainsi « remercié » et poursuivi par une haine revancharde qui ne fait pas honneur à ce gouvernement. Le licenciement de Bruno Barrillot par le gouvernement Flosse est une mauvaise action contre toutes celles et tous ceux qui, en Polynésie et dans le monde, mènent un combat pour la vérité et la justice à l'égard des victimes des essais nucléaires ».